

## Du "rififi" dans l'industrie pharma française

Compte Test - 2026-01-16 06:13:28 - Vu sur pharmacie.ma

Plusieurs grands laboratoires pharmaceutiques français, parmi lesquels Sanofi, Servier, Pierre Fabre et Théa, ont annoncé leur départ du LEEM (Les Entreprises du médicament), le principal syndicat patronal de l'industrie du médicament en France. Cette décision marque une fracture majeure au sein du secteur et débouche sur la création d'une nouvelle structure de représentation, qui serait selon ses initiateurs comme plus "agile" et à même de mieux dialoguer avec les pouvoirs publics français et européens. L'objectif affiché est de défendre plus fermement l'innovation, la compétitivité industrielle et la souveraineté sanitaire françaises. Cette scission révèle un profond désaccord stratégique. Le LEEM, qui regroupe près de 280 entreprises et représente environ 80000 emplois, rassemble des acteurs très divers, allant des PME aux multinationales. Selon les laboratoires dissidents, cette diversité aurait progressivement dilué la défense des intérêts spécifiques des industriels fortement implantés en France, notamment ceux disposant de sites de production ou de recherche et développement sur le territoire français. La nouvelle structure souhaite précisément fédérer ce type d'acteurs afin de peser davantage dans les débats politiques et économiques. En toile de fond, les tensions sont alimentées par un contexte international de plus en plus concurrentiel. Les groupes français estiment que la montée en puissance de la Chine et la stratégie offensive des États-Unis, combinant pression sur les prix et investissements massifs, fragilisent l'industrie pharmaceutique française. Ils redoutent également une influence croissante d'acteurs étrangers au sein même du LEEM, ce qui, selon eux, affaiblirait la défense d'une politique industrielle réellement favorable à l'Hexagone. La polémique intervient dans un contexte politique sensible, quelques semaines après l'adoption de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026. Les laboratoires à l'origine de la scission critiquent un texte qui, selon eux, ne valorise pas suffisamment l'implantation industrielle en France, ni sur le plan fiscal ni dans les mécanismes de régulation des dépenses de santé. Ils dénoncent également une politique européenne jugée trop ouverte aux laboratoires étrangers, sans contreparties suffisantes en matière de production locale ou d'investissement. Au-delà d'un simple conflit syndical, cette rupture traduit la transformation du médicament en un enjeu stratégique majeur. Il n'est plus seulement une question de santé publique, mais aussi un levier industriel et un instrument de souveraineté économique, désormais au cœur de rapports de force géopolitiques.